

Mes chers amis,

Je suis heureux d'être avec vous et parmi vous parce que le compagnonnage et la loyauté sont pour moi des valeurs essentielles de la politique.

Je suis heureux d'être avec vous parce que nous avons fait ensemble de grandes réformes, parce que nous avons fait passer la France au travers de violentes tempêtes, parce que nous avons toujours choisi l'audace contre la prudence, les routes de crêtes contre les chemins de ronde.

Maintenant, nous sommes aux avant-postes d'un combat électoral qui va déterminer les lignes de forces françaises de ce début de siècle.

Mes amis, les mois que nous allons vivre vont être décisifs et ils vont être passionnants !

Ce sera, pour nous, d'abord une période de rassemblement, une période où le service de l'intérêt commun devra transcender toute les ambitions personnelles. Ce sera une période de dévouement qui devra nous conduire à redevenir des militants parmi les militants.

L'UMP est désormais prête pour livrer la bataille.

Le projet est là, les candidats sont désignés, les militants sont mobilisés.

Avec l'appui de Jean-Pierre Raffarin, de Jean Claude Gaudin, de Brice Hortefeux, de Bruno Le Maire et de toute l'équipe dirigeante de notre mouvement, Jean-François Copé peut être satisfait du travail accompli, et Nicolas Sarkozy sait qu'il peut compter sur le mouvement, dont il a été le formidable animateur.

L'élection présidentielle récompensera le candidat le plus solide, et dans mon esprit, il n'y a pas de doute, l'homme que les circonstances exigent, c'est le chef de l'Etat, c'est Nicolas SARKOZY.

Mais l'élection récompensera aussi le parti le plus décidé à aller chercher la victoire.

A gauche on croit que la partie est gagnée mais on méconnaît la force de votre engagement, et on sous-estime les interrogations et les doutes qui agitent la société française.

Ces interrogations, elles se portent naturellement d'abord sur nous qui avons dirigé notre pays dans la pire situation économique qui soit.

Crise financière, crise économique, crise de l'Europe : tout ce quinquennat aura été un quinquennat de combat face à un monde en rupture.

Nous devons nous en expliquer avec les Français qui ont parfois vu leurs espoirs abimés par l'épreuve.

Mais ces interrogations et ces doutes, ils sont aussi tournés vers une gauche qui ne s'est jamais montrée à la hauteur des événements qui ont bousculé l'économie mondiale.

A cette heure, l'élection reste imprévisible.

Aucun scénario n'est écrit d'avance, parce que ce scénario, c'est vous qui allez l'écrire, c'est vous qui allez l'écrire avec le peuple français.

Alors répondez fermement aux donneurs de leçons qui durant cinq ans ont commenté tranquillement la crise du haut des tribunes sans jamais chercher à aider leur pays en soutenant les mesures de redressement qui étaient prises par tous les peuples européens.

Balayez, balayez la mauvaise foi, armez-vous d'un moral de fer.

L'essentiel c'est de vaincre et de convaincre.

L'essentiel c'est de confirmer et de conforter notre travail d'un quinquennat.

L'essentiel c'est d'éviter à notre pays l'épreuve du triple saut : le saut dans l'inconnu, le saut dans le flou du socialisme, ou dans le vide programme des extrémistes.

Vous l'aurez compris : l'enjeu c'est de gagner.

Chers amis, menons, menons cette campagne la tête haute. Et d'ailleurs, pourquoi raserions-nous les murs ?

Contre les vents contraires, et contrairement à beaucoup d'autres pays, nous avons sauvé l'épargne des Français, évité le crash bancaire, maintenu le pouvoir d'achat.

Nos défenses ont tenues et nous sommes allés à l'offensive.

Contre les conservatismes, contre les résistances, nous avons tracé notre route, là où bien d'autres Gouvernements auraient fait machine arrière.

L'autonomie des universités, l'augmentation des moyens de la recherche, les pôles de compétitivité, nous avons tout fait pour libérer l'initiative et pour préparer l'avenir de la jeunesse de notre pays.

L'instauration du service minimum a modifié le rapport entre les usagers et les grévistes qui ne sont plus en droit de prendre les français en otage.

La loi sur la représentativité des syndicats a démocratisé un système issu de l'après-guerre.

La loi contre le port de la burqa a marqué un coup d'arrêt aux attaques contre la laïcité.

La réforme des régimes spéciaux de retraites et la fin du symbole des 60 ans ont permis de sécuriser notre modèle social.

La réduction des dépenses publiques et du nombre de fonctionnaires relèvent d'un exploit dans un pays qui n'avait jamais osé.

Croyez-moi, il fallait une volonté farouche pour avancer sur tous les fronts.

Il fallait être partout !

Chez nous, pour continuer sans cesse à moderniser l'Etat et à couper dans nos dépenses.

A Bruxelles, au chevet de l'Europe malade.

A Cannes, pour présider le G 20.

A Berlin, pour aller de l'avant dans la coopération franco-allemande.

En Afghanistan, pour respecter le mandat qui nous avait été confié et nos responsabilités avec nos alliés. Et mes chers amis, à cet égard, je veux dire combien je suis choqué par ces propositions peu responsables de retrait précitée et piteux réclamées par le candidat socialiste.

Nous fûmes en Libye, en Côte d'Ivoire, pour être fidèle aux valeurs que la France incarne dans le monde.

A quoi bon s'engager là-bas nous disait l'opposition ?

Eh bien je récuse ces disciples de la neutralité qui dénoncent les malheurs du monde mais qui n'ont pas le courage de les combattre.

Si Nicolas Sarkozy n'avait pas eu l'audace de sauver Benghazi, le carnage aurait eu lieu et l'honneur de la communauté internationale aurait été bafoué.

S'il n'avait pas eu l'audace de faire respecter la démocratie en Côte d'Ivoire, le sort du peuple ivoirien aurait été scellé dans le sang.

Oui, nous pouvons être fiers d'être Français.

Nous pouvons être fiers d'avoir défendu les intérêts de la France.

Nous pouvons être fiers de s'être engagé partout où l'union Européenne semblait parfois douter d'elle-même.

Fiers d'avoir résisté à l'une des crises les plus brutales depuis un siècle.

Bien sûr, je ne crie pas victoire.

Je suis lucide sur notre bilan, un bilan qui n'a pas besoin d'être encensé pour lui rendre justice. Nous avons rencontré des obstacles, nous avons dû remiser certaines de nos espérances.

Gouverner, mes amis, c'est tracer une route entre le nécessaire et le possible, c'est évoluer avec prudence entre les récifs de la crise, c'est trouver les articulations entre la France, l'Europe et les réalités du monde, c'est assumer ce difficile arbitrage entre la volonté de faire le maximum pour les Français et l'impossibilité de faire toujours plus, pour tous, à n'importe quel prix.

La violence de ce que nous avons vécu pendant quatre ans a toutes les chances de se poursuivre pendant les prochaines années parce que la crise européenne est profonde et cette crise européenne elle ne se résoudra pas avec des slogans ou avec des fuites en avant nationales. C'est d'ailleurs le principal enjeu de cette élection présidentielle : faire comprendre à nos concitoyens que nous sommes entrés dans une longue période d'adaptation, qui demande du cran, qui demande de la volonté et qui demande surtout de l'unité entre les peuples européens qui sont confrontés au même risque de déclassement.

A propos de bilan, je veux renvoyer l'opposition à deux réflexions.

La première, c'est que plusieurs de nos actions auraient mérité un peu plus de consensus national et un peu moins de sectarisme.

Sur la réforme de nos institutions, qui a pourtant donné des pouvoirs sans équivalent au Parlement, la gauche a trouvé le moyen d'y être violemment hostile.

Sur les retraites, alors que dans la plupart des grands pays européens, majorité et opposition s'accordaient pour agir ensemble, chez nous, la gauche s'est opposée bêtement à une réforme de bon sens, et cela malgré les conseils avisés de Michel Rocard.

Et maintenant, le parti socialiste prévoit de rétablir l'âge légal de départ à 60 ans, ce qui est une folie économique et sociale qu'aucun autre pays au monde n'oserait faire dans les circonstances démographiques et économiques qui sont celles que nous connaissons.

Sur l'instauration d'une règle d'or budgétaire, adoptée de façon consensuelle par beaucoup d'autres Etats européens, jamais la gauche n'a accepté d'élever le débat au dessus des contingences partisans.

Face à la crise de l'euro et de l'Europe, à aucun moment nous n'avons pu compter sur l'appui de l'opposition. Celle-ci n'a jamais voulu accepter de regarder la réalité en face et de voir que le sujet, par sa gravité, méritait mieux que des querelles hexagonales.

Et maintenant, le candidat socialiste prétend qu'il va aller renégocier avec l'Allemagne et nos partenaires européens l'accord du 9 décembre. Comme l'a parfaitement dit Alain Juppé jeudi soir, c'est non seulement présomptueux, mais c'est surtout dangereux parce que si la France revient sur sa signature, alors c'est tout le nouvel édifice européen qui est menacé.

Non, durant cinq années, à aucun moment l'opposition ne contribua, un tant soit peu, à l'unité nationale.

Elle critique notre bilan à tout va, mais dans les faits...

Elle ne reviendra pas nous dit elle sur le service minimum, pourtant tellement combattu.

Elle ne reviendra pas sur la fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC.

Elle ne reviendra pas sur le rapprochement de la police et de la gendarmerie.

Elle ne reviendra pas sur la réforme de la carte judiciaire et de la carte militaire.

Elle ne reviendra pas sur le revenu de solidarité active.

Elle ne reviendra pas sur la revalorisation de 25% de l'Allocation adulte handicapé.

Elle ne reviendra pas sur le Grenelle de l'environnement.

Elle ne reviendra pas sur la loi interdisant la burqa.

Reviendra-t-elle sur l'autonomie des universités ? A la marge, nous dit-on.

Reviendra-t-elle sur le principe d'une immigration choisie ? «Ni oui ni non », a répondu le candidat du parti socialiste...

Bref, si notre bilan était si mauvais, alors pourquoi tout cela serait-il conservé ?

Mes amis, Jean-François vient de décortiquer le projet socialiste, et je n'y reviens que pour dire que ce projet passe à côté de trois sujets majeurs.

D'abord, celui de l'Europe dont le candidat socialiste semble méconnaître les rouages, mais semble surtout ignorer la partie décisive en train de se jouer et que nous sommes progressivement en train de gagner, cette partie qui est de bâtir une Europe politique, avec une gouvernance plus efficace !

C'est cela l'enjeu : l'Europe politique, et l'Europe politique ca n'est pas l'Europe socialiste, avec une relance keynésienne dont plus personne n'a les moyens et un relâchement budgétaire qu'aucun Etat ne peut se permettre.

Second sujet, c'est celui des déficits.

Si j'ai bien compris, le candidat socialiste veut les réduire, mais à un rythme moins rapide que nous et avec des prélèvements obligatoires supplémentaires, qui d'ailleurs contrairement à ce qui est dit, ne toucheront pas que nos concitoyens les plus fortunés.

Et l'exemple le plus marquant, c'est la réforme fiscale proposée, qui, avec la fusion programmée de l'impôt sur le revenu et de la CSG, frappera les classes moyennes ; c'est aussi la remise en cause des heures supplémentaires défiscalisées qui bénéficient à 9 millions de travailleurs, le plus souvent les travailleurs les plus modestes.

Mais revenons aux déficits.

Notre dépense publique absorbe 56% de la richesse du pays. C'est l'un des taux les plus élevés au monde. Au surplus, nous sommes l'un des Etats dont l'administration est la plus étoffée.

Chacun sait donc que c'est au sein de l'Etat et au cœur des dépenses publiques qu'il faut trouver désormais des marges de manœuvre.

Ce diagnostic n'est ni de droite, ni de gauche, il est dressé par tous les Gouvernements qui nous entourent, quelles que soient leurs couleurs politiques.

Mais chez nous, la gauche ne veut pas en entendre parler pour des raisons électorales : alors on abroge la réforme territoriale qui permet pourtant une rationalisation des politiques régionales et départementales, on stoppe la réduction du nombre de fonctionnaires, on embauche 60.000 enseignants de plus, soit disant à périmètre constant...

Si c'est vraiment le cas, il faut clairement dire aux Français quelles autres administrations vont être sacrifiées sur l'autel de ces recrutements massifs en faveur de l'éducation...

Bref, sur les déficits, la crédibilité n'est pas au rendez-vous !

Le retour à l'équilibre de nos finances publiques réclame de la franchise, de la ténacité, de la méthode et un sens partagé de l'intérêt général parce que l'objectif de désendettement n'ira pas sans effort et sans sacrifice.

Voilà la vérité que nous devons collectivement à nos concitoyens.

Et l'autre vérité, pour ceux qui se font plaisir sur les estrades en proclamant que «l'ennemi c'est la finance», c'est que 60% de la dette française est entre les mains des prêteurs, c'est-à-dire de tous ces investisseurs qui ont confiance dans la France, qui ont confiance dans sa solidité historique, qui ont confiance dans sa capacité à se moderniser, qui ont confiance dans sa capacité à tenir les engagements qu'elle a pris.

Et c'est grâce à cette confiance, mes chers amis, que nos taux d'intérêts sont parmi les plus bas d'Europe : autour de 3%, quand les Italiens empruntent à plus de 6%, les Espagnols à 5%, sans parler des Portugais ou des Grecs.

Que nous perdions cette confiance, et nos taux d'intérêts s'envoleraient inexorablement. 1% d'intérêt supplémentaire, c'est 18 milliards de plus à payer de plus chaque année.

18 milliards !

Autant de TGV, autant de trains de banlieue, autant d'hôpitaux en moins, de rénovations, de collèges, de services publics en moins, de déficits en plus !

Entre les investisseurs et les Français, entre les investisseurs et la France de tous les jours, il y a une relation directe qu'il ne faut pas mépriser, mais qu'il faut au contraire sécuriser.

«Contre la finance», «contre les riches »... Quel sera le prochain bouc émissaire sur la liste ?

Le débat doit être digne.

Nul ne doit l'envenimer ni blesser les électeurs, parce qu'il n'y a pas un peuple de gauche contre un peuple de droite, il n'y a que des citoyens français dont l'intelligence et la grandeur d'âme doivent être sollicitées. Voilà ce que nous croyons.

Enfin, reste le sujet majeur de la croissance. La croissance est au cœur de toutes les préoccupations françaises : l'emploi, le pouvoir d'achat, la réindustrialisation, la lutte contre les délocalisations...

Il faut relancer notre machine économique, et pour ce faire, il faut avoir le courage de traiter les questions de fond, et les questions de fond s'appellent la compétitivité des entreprises françaises, la productivité du secteur public et du secteur privé, le coût du travail, l'organisation du travail.

Eh bien dans le projet socialiste, il n'y a aucune mesure pour s'attaquer à ces véritables problèmes.

On nous parle d'une banque publique d'investissement, qui, existe déjà avec OSEO et le fond stratégique d'investissement que nous avons créé.

On nous parle d'un livret d'épargne industrie, qui existe déjà.

On nous parle d'une modulation de la fiscalité des entreprises en fonction de leur taille, de leurs investissements ou des emplois qu'elles créent. Outre que tout ça serait contraire à tous les traités européens que nous avons signés, que cela nous éloignerait encore un peu plus de la convergence avec notre partenaire allemand, une telle mesure mes amis, témoigne d'une vision théorique et dépassée de l'entreprise et de l'économie.

La vie des entreprises, ce n'est pas celle des administrations. Elles doivent faire face à des variations brutales de leur marché.

Elles ont besoin d'oxygène, pas d'une suspicion permanente exercée par des bureaucraties tatillonnes.

Au passage, un chiffre en dit long sur le sérieux de ces propositions. Le candidat socialiste veut porter l'impôt sur les sociétés à 35% pour les grandes entreprises. Quelqu'un peut-il l'informer que nous l'avons monté à 36% pour lutter contre les déficits auxquels nous devons aujourd'hui faire face ?

Mes chers amis,

En quoi toutes ces mesures contribuent-elles à répondre à la seule question qui vaille qui est celle de notre compétitivité qui a pris un sérieux retard par rapport à nos partenaires allemands et européens ?

Le parti socialiste croit suffisant de résumer ce déficit de compétitivité à un problème d'innovation et de montée en gamme des produits.

Oui c'est un des problèmes, mais nous n'avons pas attendu la gauche pour prendre des mesures fortes sur ce sujet.

Nous avons supprimé la taxe professionnelle – cet impôt «imbécile» disait François Mitterrand mais que le parti socialiste croit pourtant intelligent de vouloir rétablir. Et nous avons triplé le crédit impôt recherche.

C'est en tout 10 milliards par an pour l'investissement et l'innovation.

Nous avons lancé les grands investissements d'avenir.

C'est 35 milliards qui sont progressivement injectés dans l'économie, dans l'industrie, et dans la recherche française.

Bref, la gauche a un train de retard, mais surtout elle esquivé les problématiques de fond qui la dérangent.

Notre temps de travail est inférieur à la plupart de nos concurrents. Voilà pourquoi nous avons voulu assouplir les 35 heures et stimuler les heures supplémentaires.

Notre réglementation est trop rigide pour s'adapter, entreprise par entreprise, aux mutations économiques.

Voilà pourquoi nous voulons ouvrir avec les partenaires sociaux le débat sur les accords de «compétitivité» et d'emploi, qui doivent permettre, avec la majorité des salariés et de leurs représentants syndicaux, de conclure des accords gagnants/gagnants pour adapter le travail, pour moduler son organisation, pour préserver l'activité et l'emploi.

Notre coût du travail est supérieur de 8% à celui de notre partenaire allemand, et de 20% à celui de la moyenne de la zone euro.

Ca ce n'est pas un débat pour l'opposition, qui craint en réalité si elle l'abordait, de devoir en tirer les conséquences. Pour nous, c'est est un !

Et voilà pourquoi le Président de la République s'engage en faveur d'un allègement du coût du travail qui va de pair avec une réorganisation de notre protection sociale.

Nous savons mes amis que le sujet est sensible, nous savons les caricatures et les mauvais procès qui nous attendent au tournant.

Mais nous avons fait notre choix, nous sommes au coté des Français qui veulent produire en France, nous sommes au coté des Français qui veulent travailler dans leurs usines, nous sommes au coté des Français qui, à juste titre, souhaitent que les produits que nous importons paient leur part de financement de notre protection sociale.

Mes chers amis,

Diriger la France, c'est être constamment sur le front d'un monde périlleux.

La mondialisation oblige la France à plus de compétitivité, à plus d'innovation, à plus de solidarité, à plus de discipline budgétaire, à plus de réactivité internationale, et tout cela exige du courage, de la clairvoyance et de la fierté nationale.

Il faut à la tête de la France, un caractère, une expérience, un Président qui s'engage.

Qui d'autre que Nicolas Sarkozy peut protéger nos intérêts, réformer le pays, fédérer les énergies européennes, convaincre les grands de ce monde ?

Pour être l'homme de la situation il faut être l'homme de son époque.

Or, comment croire à la modernité du socialisme français ?

Depuis cinquante ans, le parti socialiste a tout annoncé, tout testé, tout recyclé, et surtout beaucoup renié...

Au Bourget, le candidat socialiste nous a parlé de rêve.

Il nous a même donné une leçon de rêve en citant un certain Nicholas Shakespeare.

« Ils ont échoué – écrivait ce Nicholas - parce qu'ils n'ont pas commencé par le rêve ».

Non mes amis, le rêve socialiste n'est pas ce qu'il faut à la France.

En période de crise, c'est la lucidité, c'est le sang-froid, c'est le pragmatisme qui comptent. Pas question de dire aux Français, faites de beaux rêves et le bonheur viendra par enchantement.

Nous ne redresserons pas la France par le rêve, nous redresserons la France par le travail, par l'initiative, par l'investissement, et par le courage.

«Tendez votre courage jusqu'au point héroïque et nous réussissons». Ca, c'est du Shakespeare M. Hollande, mais du vrai, William Shakespeare dans Macbeth !

Mes chers amis, tendons notre courage et nous réussissons.

Vive la République et vive la France.